

LUCAS BEMBEN

PROMOUVOIR
L'HUMAIN DANS LE
MÉDICO-SOCIAL

*Éthique de la bientraitance auprès des
personnes en situation de marginalité*

ÉDITIONS MAÏA

Découvrez notre catalogue sur :
<https://editions-maia.com>

Un grand merci à tous les participants de
euthena.com qui ont permis à ce livre de
voir le jour :

...

...

© Éditions Maïa

*Nos livres sont éthiques et durables : économes en papier et en
encre, ils sont conçus et imprimés en France.*

*Tous droits de traduction, de reproduction ou d'adaptation
interdits pour tous pays.*

ISBN 9791042521929

Dépôt légal : octobre 2025

Remerciements

Je souhaite avant tout remercier les personnes accompagnées, dont les parcours complexes et la force de vie m'ont profondément appris ce que signifient l'humilité, la dignité et la rencontre.

Ma gratitude s'adresse également aux professionnels qui, jour après jour, œuvrent avec humanité et bienveillance dans une pratique exigeante, souvent située dans l'ombre de nos sociétés, mais toujours au plus près de l'essentiel.

Comme l'écrivait Lévinas, « la relation à autrui est une relation avec un mystère ». C'est à ce mystère, à cette irréductible singularité de chaque personne, que ce livre tente de rendre hommage.

Préambule

Dans le secteur médico-social, travailler auprès des personnes issues de la marginalité est une expérience particulière, revenant souvent à se tenir à l'endroit où les normes sociales vacillent, où les repères habituels ne suffisent plus et où la vulnérabilité humaine se donne à voir dans des formes parfois surprenantes. C'est être confronté à la charge émotionnelle de récits de vie émaillés de ruptures, de violences, d'invisibilité et d'abandons.

Pour cette raison, accueillir une personne ayant un parcours de rue ne se résume jamais à lui proposer un toit ou un lit. Ce geste, aussi essentiel puisse-t-il être, ne suffit pas à prendre en compte ce qui a été rompu, ni même à restaurer un lien social et humain souvent très profondément fragilisé.

La réalité éprouvée par ce public est en effet alarmante :

En 2024, au moins 855 personnes ont trouvé la mort dans la rue sur le territoire national, ce qui représente une augmentation dramatique comparativement aux 826 décès déplorés en 2023¹. L'année 2025 ne s'annonce guère meilleure, dans la mesure où 293 disparitions sont déjà constatées en juillet, alors même que les périodes de canicule et de grand froid hivernal restent à venir.

Il est d'ailleurs à noter que de vives critiques sont exprimées chaque année au sujet de ces recensements, qui pourraient invisibiliser un nombre considérable d'événements tragiques en raison de leur méthodologie. Par exemple, l'INSEE ne caractérise pas comme « sans domicile » les personnes accueillies en foyers, en prison ou à l'hôpital, ce qui pose question au sujet de la fiabilité des données recueillies. En raison de ces biais, certains acteurs associatifs n'hésitent pas à évoquer des chiffres

¹ Voir à ce propos : Collectif Les morts de la rue, *Mortalité des personnes sans chez-soi en 2023 – Dénombrer et décrire – 12e rapport annuel*, Novembre 2024.

approchant les 3 600 décès en réalité, notamment en prenant en compte ceux qui surviennent à l'hôpital.

Cette surmortalité s'inscrit dans un âge de décès particulièrement bas, puisque c'est en moyenne à 48,8 ans que la mort survient pour les personnes en situation de rue, soit presque 30 ans de moins que l'espérance de vie moyenne de la population générale.

Un tiers de ces décès proviennent de morts dites « violentes » (agression, suicide, accident, intoxication), montrant toute la brutalité de la vie à la rue. L'INSEE² dénombre d'ailleurs que 29 % de personnes sans-domicile ont déjà connu une tentative de vol ou une agression dans leur quotidien. Loin des stéréotypes faisant croire que le froid est le facteur le plus meurtrier (alors même qu'il ne représente que 4 % des décès annuels, ce qui est toutefois déjà désastreux), c'est bien la violence et ses effets sur la santé tant physique que mentale qui est en cause.

Sur le plan psychosocial, il importe en effet de rappeler que plus de 80 % des personnes sans domicile ont subi au moins un événement sévèrement traumatisant dans leur vie, créant un lourd bagage psychique venant alimenter des fragilités relationnelles, des méfiances vis-à-vis des institutions, voire dans certains cas un repli massif vis-à-vis du lien humain. Les effets sur la santé somatique sont également dévastateurs, que ce soit par une surreprésentation des maladies cardiovasculaires ou une fragilisation significative en lien avec le recours aux addictions (maladies hépatiques et neurologiques, fragilité oncologique particulière).

Les femmes en situation de rue sont particulièrement concernées, avec une espérance de vie encore plus faible (46 ans en moyenne, contre 49 pour les hommes), et 31 % des décès en lien avec des violences subies, dont une part significative de nature sexuelle (que ce soit dans la rue ou dans les institutions d'accueil).

2 INSEE, « Davantage de victimes de vol ou d'agression parmi les sans-domicile », *INSEE focus*, N° 44, 2015.

Les travailleurs eux-mêmes ne sont pas épargnés, car, loin des représentations habituelles de « l'errant désœuvré », 25 % des personnes sans-abri exercent une activité professionnelle précaire (CDD, intérim), tout en étant significativement plus concernées par la violence et l'abus que les autres salariés.

Ces chiffres sont importants, car ils dévoilent des enjeux spécifiques dans l'accompagnement institutionnel des personnes concernées :

En premier lieu, ils nous convoquent à une urgence éthique : l'institution doit tenir compte de l'ampleur des violences vécues par ces personnes et se positionner d'une manière protectrice et respectueuse afin de ne pas les reproduire dans sa propre enceinte.

En second lieu, comprendre qu'un tel parcours de vie n'est pas sans conséquence permet de penser la temporalité des interventions. La lenteur, les phénomènes de répétition et la difficulté potentielle d'entrée en relation ne sont pas des obstacles, mais plutôt des particularités à considérer comme des moteurs d'adaptation de nos pratiques institutionnelles et professionnelles.

Enfin, appréhender la violence de ces parcours mêlant traumatismes, vulnérabilités psychiques et pratiques de survie, rend nécessaire l'interrogation des protocoles standardisés et des attentes irréalistes, qu'elles soient administratives, organisationnelles ou thérapeutiques. Si l'institution ne peut être un lieu sans normes ni cadres, elle ne peut pas non plus être un simple bâtiment où règnent la froideur et la coercition normative.

Ces constats nous ont amenés à proposer un ouvrage dédié à la prévention de la maltraitance et à la promotion de la bien-traitance, à destination des professionnels engagés auprès des publics ayant un parcours de rue. Il se base sur la reconnaissance que le risque de maltraitance, qu'elle soit intentionnelle ou non, active ou passive, individuelle ou systémique, ne peut jamais être totalement effacé du quotidien institutionnel. Loin d'être l'apanage de quelques situations extrêmes ou extraordinaires, elle peut s'infiltrer dans les interstices du quotidien

professionnel et faire violence à des personnes déjà très vulnérabilisées, mais dont les comportements peuvent dissimuler la fragilité.

Un protocole appliqué mécaniquement sans prendre en compte le parcours de vie, une temporalité imposée malgré les freins psychiques ou relationnels, une communication pouvant faire violence, ou même une posture de contrôle provoquant fuite et éviction... Le quotidien des institutions, notamment dans une époque où les moyens manquent et où le temps disponible pour la relation s'évapore, n'est pas exempt de risques et de périls pour ceux qui y vivent ou qui y sont accompagnés.

Dans ce contexte, promouvoir la bientraitance ne peut se résumer à une série de « bonnes intentions » ou à un ensemble de « règles de conduite ». Il s'agit bien davantage d'une posture réflexive contribuant à interroger en profondeur nos manières d'agir et d'être. Il n'est pas question de « faire bien », mais plutôt de « faire juste » : éviter de nuire, accepter de ralentir, identifier ce que provoquent nos interventions, parfois malgré nous.

Ce livre vise précisément à aider la construction de cette posture, en s'articulant autour de deux volets complémentaires :

Le premier volet s'ancre dans les réalités concrètes du public en situation de marginalité, souvent concerné par une précarité multidimensionnelle (économique, psychique, sociale, relationnelle) fragilisant sa capacité à supporter les dispositifs classiques d'accompagnement.

En raison d'un parcours atypique, au sein duquel se sont rencontrés des lieux d'exclusion et de contraintes, voire de violence symbolique et même physique, nombre de personnes vulnérabilisées ont un rapport à l'aide coloré par la méfiance, la distance, le retrait ou l'agressivité défensive. L'approche institutionnelle est donc spécifique et précautionneuse, faisant une juste place à la prudence et à la reconnaissance des temporalités propres à chacun.

En présentant certaines des spécificités de ce public, nous souhaitons faciliter la pensée d'une institution en tant que cadre

d'intervention qui ne nie pas sa nature première d'espace relationnel traversé de tensions et d'affects qu'il faut pouvoir endosser et travailler.

Le second volet vient en appui au premier : il propose une série d'outils conceptuels sur des thèmes variés, en vue de soutenir une démarche bienveillante et propice à la prévention des violences. Les notions de complexité, de consentement à l'accompagnement et de vigilance langagière viennent étayer l'appel à une culture institutionnelle favorisant l'adaptation des choix professionnels et des dynamiques collectives.

Si ces outils peuvent sembler divers, ils partagent néanmoins un point commun essentiel. Tous et chacun visent à mettre en lumière de ce qui ne se voit pas toujours : les logiques sous-jacentes, les contradictions et paradoxes, ainsi que les effets collatéraux de certaines pratiques d'accompagnement ou de gestion d'établissement.

Parler de complexité, c'est reconnaître qu'il n'existe pas de solution simple à des situations où les enjeux humains sont intriqués. Cela suppose d'accepter l'incertitude, de même que le renoncement à la toute-puissance technique pour lui préférer la pluralité des points de vue.

Interroger le consentement, ce n'est pas seulement mettre en œuvre une méthode pour obtenir une signature ou un accord : c'est questionner en permanence les conditions dans lesquelles une personne peut véritablement accepter, et donc assentir en plus de consentir.

Les enjeux de la marginalité sont ici à prendre en compte dans la constitution d'une authentique éthique de la relation qui ne se contente pas d'une logique de conformité légale ou formelle.